

## **Le mouvement politique ouvrier de Montréal (1883-1929)** **History of Labour in Politics in Montreal (1883-1929)**

Alfred Charpentier

Volume 10, numéro 2, mars 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022749ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022749ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Charpentier, A. (1955). Le mouvement politique ouvrier de Montréal (1883-1929). *Relations industrielles / Industrial Relations*, 10(2), 74–95.  
<https://doi.org/10.7202/1022749ar>

Résumé de l'article

Comment à la fin du siècle dernier a germé dans l'esprit des travailleurs montréalais l'idée d'avoir un parti politique ouvrier ? Après sa fondation, quelle a été l'expérience de ce parti dans sa participation aux luttes électorales, depuis 1904 à 1929, date à laquelle se termine cette étude. L'auteur, ancien président de la C.T.C.C, qui a été personnellement mêlé à certains de ces événements indique aussi quels rapports se développèrent entre le parti ouvrier et les unions ouvrières durant la même période.

# Le mouvement politique ouvrier de Montréal

1883—1929

**Alfred Charpentier**

*Comment à la fin du siècle dernier a germé dans l'esprit des travailleurs montréalais l'idée d'avoir un parti politique ouvrier ? Après sa fondation, quelle a été l'expérience de ce parti dans sa participation aux luttes électorales, depuis 1904 à 1929, date à laquelle se termine cette étude. L'auteur, ancien président de la C.T.C.C., qui a été personnellement mêlé à certains de ces événements indique aussi quels rapports se développèrent entre le parti ouvrier et les unions ouvrières durant la même période.*

C'est en 1883, selon le journal « La Presse », qu'apparaît la première candidature ouvrière dans l'un des districts électoraux de Montréal. C'est celle de monsieur Adélarde Gravel, un peintre qui, audacieusement, se présente comme « candidat ouvrier indépendant » pour un siège au parlement fédéral. Aussi est-il terriblement écrasé par son adversaire L.-O. David, un pilier du parti libéral. A cette époque la population presque entière de notre province est conservatrice. Mais cinq ans plus tard un autre ouvrier, « un certain » M. Lépine, typographe et conservateur, est élu contre L.-O. David dans le comté de St-Louis au fédéral. L'année suivante, en 1889, soutenu par le grand mouvement national d'Honoré Mercier, un autre candidat ouvrier, le briqueteur Jos. Béland, est élu dans le comté Ste-Marie à la législature provinciale.

Monsieur Lépine fit deux termes à Ottawa, M. Béland n'en fit qu'un à Québec dû à la dissolution des chambres. L'élection de ces deux ouvriers fut un événement considérable. Dans quelle mesure le travail organisé du temps contribua-t-il à l'élection de ces deux ouvriers ? A l'époque florissait l'Ordre des Chevaliers du Travail. Cette organisation qui était internationale au sens universel du mot, s'était introduite

CHARPENTIER, ALFRED, ancien président général de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada; actuellement membre de la Commission de Relations Ouvrières de Québec.

à Montréal depuis 1882 et, en 1888, elle y comptait déjà un nombre important de succursales. Le nombre des « assemblées locales » dépassait même d'une trentaine les « sociétés de métiers » proprement dites qui n'étaient tout au plus que 15 à 18.

Parmi cette quarantaine d'« assemblées locales » il s'en trouvait quelques-unes composées exclusivement des ouvriers d'un métier particulier, mais la grande majorité comprenait tout un mélange d'individus de tous métiers et de diverses professions libérales dans lesquelles on ne discutait que politique. Par ailleurs plusieurs « sociétés ouvrières indépendantes » comptaient nombre de leurs membres faisant partie des « assemblées » de la Chevalerie. Qu'allaient-ils y faire ? s'y sentir les coudes avec les politiciens. Là se formaient les hableurs d'hustings et se réfugiaient les engoués de la politique. Parmi ces gens il s'en trouvait quelques-uns d'assez sérieux. A la vérité, les grands principes humanitaires que les Chevaliers proclamaient si hautement leur attiraient des gens de toutes conditions. Ainsi il n'était pas rare de voir dans maintes « assemblées », marchands, notaires, médecins et même avocats, fraterniser avec des charpentiers, des peintres, des imprimeurs et des maçons, etc. . .

A Montréal, avant 1885, date de la fondation par les Chevaliers du Conseil central des Métiers et du Travail de Montréal, l'influence des unions de métiers était nulle. Mais elles s'affilièrent au « Conseil central » et c'est parmi leurs délégués qu'on remarqua MM. Lépine et Béland puis un autre qui devait, un peu plus tard, jouer un rôle prépondérant dans le mouvement ouvrier de Montréal, M. J.-A. Rodier, chroniqueur ouvrier à « La Presse », typographe de son métier. Or c'est grâce à l'appui reçu par ce « Conseil central » joint à celui de leur parti politique respectif, que furent élus, dans pratiquement la même année, les deux premiers vrais candidats ouvriers ci-haut nommés.

Mais ce sera pour longtemps les deux premières et les deux seules victoires ouvrières dans le domaine politique. Peu de temps après l'élection de M. Béland en 1889, la dissension survient au sein du « Conseil central », les Chevaliers pressent ceux qui ne le sont pas à former une « société de métiers »; les unionistes préfèrent rester dans leurs unions: la plupart nationales, quelques-unes internationales. Les délégués des unions de métiers ne s'accordent plus avec ceux des « assemblées » de Chevaliers. Ceux-ci, politiciens professionnels, pour la plupart, ne cherchent que leur avancement politique. Ce qui est surtout le fait des délégués appartenant aux professions libérales. Deux ouvriers avaient

passé devant eux, c'était assez, ils veulent se servir des autres comme marchepied. Mais les délégués des unions épris d'ambition politique par suite des idées grandiloquantes qu'on leur a inculquées, ne l'entendent pas de cette façon. Entourés d'individus dont la plupart sont des intellectuels étrangers aux intérêts de leurs métiers, ils commencent à se sentir mal à l'aise pour résoudre les questions industrielles qui les préoccupent.<sup>1</sup>

### DIVISION ENTRE SYNDICALISTES ET CHEVALIERS

La défaite de M. Béland en 1893 dans le comté qu'il avait emporté quatre ans auparavant n'est pas de nature à diminuer l'antipathie qui s'était développé depuis peu entre les deux groupes du Conseil central des Métiers du Travail de Montréal. Au même moment plusieurs nouvelles unions américaines s'introduisent dans les rangs ouvriers montréalais. Dès lors l'opposition que se font au « Conseil central » le groupe des unionistes et le groupe des Chevaliers devient une source de violences continuelles entre les deux camps. Lutte qui s'aggrava au surplus par une vive controverse entre l'élément anglais en majeure partie socialiste et les Canadiens-français. En 1897 survient la division qui était imminente. Le « Conseil central », de ce jour, continuera d'exister seulement pour les Chevaliers. Les unions s'en sont retirées et comme la plupart sont déjà affiliées à la Fédération américaine du Travail, elles fondent le « Conseil des Métiers fédérés ».

A l'exemple de la « Fédération américaine », les unions doivent répudier désormais toute action politique partisane. Cela dure jusqu'en 1908 pour la plupart des unions.

Cependant, en 1900, trois ans après sa fondation, le « Conseil fédéré » se voit mis à l'épreuve dans sa fidélité au nouveau principe de non participation à l'action politique partisane. Il refuse d'endosser la candidature de son président, M. Fridolin Roberge, qui désirait un siège au fédéral en opposition à M. Israël Tarte dans Ste-Marie. Néanmoins M. Roberge se présenta de son propre chef. Il perdit son élection. De tous les chefs ouvriers d'alors seuls avaient parlé pour lui MM. J.-A.

(1) Les faits rapportés dans le récit historique qui suit ont été puisés chronologiquement dans les collections des journaux La Presse, La Patrie, Le Monde ouvrier, l'Ouvrier et le Progrès ouvrier (les deux derniers depuis longtemps disparus) durant la période concernée; de même dans le « manifeste » et la « constitution » du Parti ouvrier de Montréal; et aussi dans les souvenirs de mon père durant son vivant.

Rodier et Charlemagne Rodier <sup>2</sup> malgré l'opposition du « Conseil fédéré » à cette candidature. MM. Jos. Ainey <sup>3</sup> et Alphonse Verville <sup>4</sup> étaient les deux principaux opposants à l'endossement de cette candidature pour le dit Conseil.

Dès lors la division s'introduit entre les tenants et les opposants de la participation aux luttes politiques par le « Conseil fédéré ». Pendant trois ans l'attrait de la politique ne quitte plus un petit groupe qui aspire à fonder un parti ouvrier, indépendant des unions de métiers. Ce groupe est principalement composé de MM. J.-A. Rodier, Ben Drolet, <sup>5</sup> Alfred Charpentier, <sup>6</sup> Adolphe Gariépy, cigarié, Narcisse Arcand, <sup>7</sup> Achille Latreille <sup>8</sup> et Geo. Warren, cigarié. Parmi eux le premier instigateur de la formation d'un parti ouvrier est J.-A. Rodier. Ce parti est fondé à Montréal dans l'hiver de 1904. Irrésistiblement tous les principaux dirigeants du « Conseil fédéré » y adhèrent à l'exception de M. Jos. Ainey. « La Presse » par les éditoriaux de Monsieur Helbronner aide indirectement à la fondation du Parti ouvrier par les appels étonnants et encourageants qu'elle adresse aux ouvriers pour faire élire à la législature provinciale des candidats sortis de leurs rangs.

C'est la première fois, en notre province, qu'un journal revendique si hautement le droit des travailleurs d'avoir plus de représentants dans les pouvoirs publics. Le concours assuré de « La Presse », dont la politique est libérale, cause beaucoup d'enthousiasme particulièrement chez les dirigeants ouvriers qui sont libéraux, et ils comptent parmi les plus nombreux.

Sir Wilfrid Laurier est alors l'idole de tous les Canadiens-français. Seul M. Jos. Ainey, qui est conservateur, soutenu par quelques faibles partisans, résiste au nouveau mouvement. Ardent défenseur des principes de la « Fédération américaine », il préconise la supériorité de l'action économique de l'unionisme professionnel sur l'action politique partisane.

(2) Fils du précédent, avocat, conseiller légal des Unions Internationales à Montréal.

(3) Agent d'affaires de la Fraternité des Charpentiers-menuisiers, local 134.

(4) Agent d'affaires de l'Union internationale des Plombiers, local 144.

(5) Cigarié reconnu comme socialiste, plus tard rédacteur ouvrier à « La Patrie ».

(6) Briqueteur à tendance socialiste.

(7) Charpentier-menuisier, anti-clérical à tendance socialiste.

(8) Tailleur de pierre, ayant des attaches au Parti libéral.

Malgré la tenace opposition de M. Ainey, l'orientation nouvelle s'affirme et continue à s'accroître. Par sa chronique quotidienne à « La Presse » pendant nombre d'années avant 1904 M. J.-A. Rodier aura beaucoup contribué à orienter les unionistes du côté de la politique. Ce qu'il continuera de faire plus ardemment après 1904.

### INFILTRATION SOCIALISTE

Voilà dans quelles circonstances le « Parti ouvrier de Montréal » s'est formé, Voyons maintenant un peu quelle était sa constitution et ses principes. Depuis les environs de 1900, il existait à Montréal un petit cénacle d'une douzaine de socialistes. Ce groupement avait une constitution écrite. Les fondateurs du Parti ouvrier s'en servirent pour rédiger la leur, se proposant bien d'en retrancher ce qui serait de trop et de n'y prendre que ce qui leur conviendrait. Cette constitution socialiste, que l'on copiait, était elle-même d'importation anglaise. Elle était l'exacte copie du « Parti ouvrier indépendant » d'Angleterre. Elle avait été apportée ici par l'irlandais R. Kerrigan et un écossais du nom de Stewart,<sup>9</sup> les deux « âmes du petit cénacle ». Voici comment elle déteignit dans la constitution du Parti ouvrier de Montréal.

L'on se proposait de « combattre toute politique adverse aux intérêts des travailleurs et de la société, et d'améliorer le système d'économie politique actuelle au moyen d'une politique sociale et coopérative conforme à l'intérêt général et au bien de tout le pays ». Cette phraséologie assez vague offrait bien un léger relent de socialisme. Le dessein qu'on a de substituer une « politique sociale et coopérative » au système politique actuel prend une forme précise dans le programme de réforme que le Parti doit réclamer. Nous allons remarquer que ces réformes constituent ainsi une doctrine qui tend pour le moins au socialisme d'état.

Voici les principales:

1. — Election des juges par le peuple;
2. — Nomination d'un ministre de l'instruction publique;
3. — Instruction gratuite et obligatoire;
4. — Le suffrage féminin;

(9) Kerrigan et Stewart visitèrent mon père un soir à son foyer en 1904 et lui remirent une version française du livre « Mary England », un ouvrage de propagande socialiste.

## 5. — Nationalisation et municipalisation de tous les services d'utilité publique.

En 1954, sauf les deux premières, ces réformes n'effraient plus personne dans le Québec. Pourquoi redoutait-on beaucoup à l'époque l'instruction gratuite et obligatoire ? On craignait qu'elle conduise à la neutralité et à l'anticléricisme, parce que les plus fortes clameurs pour cette mesure venaient des milieux maçonniques. On redoutait aussi la cinquième réforme parce que pouvant conduire à la socialisation abusive et à l'étatisme.

Les fervents syndicalistes qui participent à la fondation du Parti ouvrier ne pensent qu'à renforcer l'action économique des unions par l'action politique ouvrière. On veut imiter les méthodes du « trade-unionisme » anglais. Mais si ces syndicalistes ne sont pas d'authentiques socialistes, il est certain que plusieurs ont de fortes sympathies de ce côté. Car c'est ce qui explique qu'ils ne s'effrayaient d'aucune des réformes précitées et qu'une année après la fondation du Parti ils tolérèrent parmi eux, la présence de deux socialistes notoires, MM. Albert St-Martin et Gustave Francq.

L'année même de sa fondation, en 1904, le Parti ouvrier prend part aux élections provinciales. Il présente deux candidats, M. A. Verville dans Hochelaga et M. A. Latreille dans St-Louis. Début malheureux pour le Parti, les deux candidats perdent leur dépôt. On n'avait pas compté avec le vieil esprit de parti rouge ou bleu, encore tenace chez les ouvriers.

## DELEGATION OUVRIERE FRANÇAISE

Peu de temps après cette première défaite du Parti ouvrier le socialiste Albert St-Martin<sup>10</sup> vient s'y joindre en même temps qu'apparaît au Conseil des Métiers et du Travail un autre socialiste notable, M. Gustave Francq.

A peine ces deux socialistes viennent-ils de se joindre au « frère » Rodier pour pousser plus avant les idées radicales de celui-ci et renchérisse sur elles, qu'il se produit au sein du travail syndiqué de Montréal un événement de très grande importance, qui ouvrira toute grande la porte aux idées funestes que vont s'employer à répandre MM. Gustave Francq et Albert St-Martin.

(10) Sténographe officiel à la cour à Montréal.

Le 15 octobre 1904 arrive en notre ville une délégation ouvrière française<sup>11</sup> qui avait été envoyée en Amérique par le gouvernement français, à l'occasion de l'Exposition de St-Louis. Cette délégation était conduite par M. Albert Métin, chef du Cabinet du Ministre du Travail de France. Nous étions au temps où la lutte anti-cléricale était des plus furieuse en France. Or il se trouvait que les visiteurs amenés ici par M. Métin étaient de farouches détracteurs des prêtres. Arrivée un samedi, sur la fin de l'après-midi, la délégation est reçue par un fort groupe de membres des organisations ouvrières. « Avec leur concours et celui des francs-maçons », selon le témoignage du chef de la délégation, une réunion publique est improvisée le soir même. Elle a lieu à la salle St-Joseph. Trois cent personnes pour le moins sont présentes. Les unionistes sont en très grande majorité, mais les socialistes y sont nombreux avec plusieurs franc-maçons.

M. A. Verville, qui présidait la réunion, présente la délégation, qui comprenait dix membres, et donna la parole successivement à quatre d'entre eux, lesquels étaient MM. Claude Gignoux, directeur de l'Imprimerie coopérative laborieuse, à Nîmes; M. J. Malebranche, ébéniste, secrétaire à la Bourse du Travail, à Amiens; M. E. Martin, cardeur, des Associations de Production; M. A. Manoury des Associations de Production et membre du Conseil supérieur du Travail, à Paris.

Ces messieurs s'étaient donné pour mission de développer hardiment devant les dociles Canadiens-français qui les écoutaient, le socialisme, le syndicalisme et l'anticléricalisme français comparés à l'unionisme américain ou canadien.

Ils jetèrent tour à tour, dans l'auditoire avide de curiosité, des paroles étranges, insinueuses et enflammées sur la solidarité universelle par le socialisme international, sur l'orientation des unions de métiers vers la forme des syndicats de production, sur la tactique et les buts actuels de leurs unions et sur la nécessité de préparer les travailleurs pour la transformation sociale « brusque et spontanée » qui se produira par le cataclysme des trusts.

Avant de rapporter un autre sujet tout spécial qui fut aussi traité, sachons que la modification, que les délégués français demandaient à nos

(11) Voir « Délégalion ouvrière française aux Etats-Unis et au Canada » par Albert Métin — Edouard Cornély & Cie, Editeurs, 101, rue de Vaugirard, Paris 1907.



ouvriers d'apporter à la « tactique et au but actuels de leurs unions », c'était ce qui alors se pratiquait souverainement en France: la lutte des classes à outrance, la lutte consciente de chaque jour; c'était la lutte des syndicalistes révolutionnaires par le sabotage du travail, par l'action directe, la grève surprise, fréquente et à « bras croisés ».

Enfin le morceau d'éloquence (répugnante) qui vint clore la soirée fut le discours dépravant et insinieux du délégué Manoury sur la lutte anticléricale en France.

Cet homme fit preuve d'une audace inouïe pour aborder pareil sujet devant une foule en très grande majorité composée de catholiques pratiquants. L'orateur, en dépit de l'avertissement qu'on lui avait donné qu'il courrait le risque de recevoir des oeufs, se mit à déblatérer longuement sur les prétendus méfaits du clergé en France. Puis il arriva, au cours de ses déblatérations, où passaient le calomnie et l'injure à l'égard des communautés religieuses de France, que M. Manoury poussa l'effronterie jusqu'à se permettre une insinuation très injurieuse contre la mentalité docile des Canadiens-français catholiques.

Remarquant, en parlant, des images pieuses sur les murs de la salle, en particulier celle du Sacré-Coeur, il en profita pour pourfendre de son mépris ceux des nôtres qui faisaient alors une propagande en faveur d'un drapeau du Sacré-Coeur comme drapeau national pour les Canadiens-français. « Un seul drapeau », estimait-il, « devrait réunir les prolétaires du monde entier. » Bravement l'auditoire applaudit ces paroles. Et faisant allusion au Sacré-Coeur, dont l'image obsédait ses regards, l'orateur put encore, sans inconvénient, si ce n'est qu'une muette stupeur qui courut sur quelques figures, s'exclamer en ces termes: « Nous aussi, en France, mettions autrefois notre confiance dans ces images sanguinolantes, mais aujourd'hui ce sont des hommes qui les remplacent » !

J'atteste la véracité de ces paroles, les ayant entendues de mes propres oreilles alors que, jeune adolescent, j'assistais avec mon père à cette réunion.

Enfin la fameuse réunion se termina aux accents du chant de « L'Internationale » dont le refrain imprimé avait été distribué à chaque assistant, lequel était ainsi conçu:

C'est la lutte finale  
Groupons-nous et demain  
L'Internationale...  
Sera le genre humain.

L'un des rapports officiels qui contiennent la plupart des faits résumés plus haut, celui de Claude Gignoux, dit que la plupart de ceux qui ont participé à cet événement du 4 octobre 1904, gardèrent l'impression qu'on pouvait maintenant envisager l'avenir avec confiance et prévoir l'émancipation intellectuelle des Canadiens-français.

Quelques-uns des chefs ouvriers d'alors qui restèrent influencés par les émancipateurs de la Confédération Générale du Travail, n'ont pas peu contribué à accroître en certains milieux du travail organisé de Montréal, pour la décennie qui va suivre, les sentiments de méfiance religieuse et d'esprit des classes qui y couvaient déjà.

Deux ans après sa fondation le Parti ouvrier de Montréal participe à deux nouvelles luttes politiques. La première est une victoire triomphale, la seconde une défaite écrasante.

Ce fut d'abord au printemps de 1906 dans une élection complémentaire fédérale dans le comté de Maisonneuve due à la mort de M. Raymond Préfontaine. M. Alphonse Verville, qui était alors président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, fut encore choisi candidat. Il fit la lutte à M. Edouard Grothée, candidat libéral. Celui-ci, littéralement, dût mordre la poussière. Mais il faut dire que le triomphe de M. Verville s'explique. Son adversaire, riche manufacturier de cigars, était affligé d'une timidité extrême, seuls ses amis parlaient pour lui. Puis c'était un patron très détesté de ses employés parce que dur pour eux et hostile aux unions. Après cette élection, M. Verville, se verra confier trois autres mandats successifs.

A l'automne de 1906 le gouvernement fédéral en appelle au peuple. Le Parti ouvrier ne présente qu'un candidat, M. Joseph Ainey, dans le comté Ste-Marie.

Jusque là M. Ainey a toujours refusé de faire de la politique active, il ne fait pas encore parti d'aucun club ouvrier,<sup>12</sup> en 1906. Tout de même, c'est lui qu'un fort groupe d'ouvriers sollicite de briguer les suffrages au nom du Parti ouvrier. Mais il faut régulariser la situation fautive de M. Ainey. La constitution du Parti stipulait qu'un membre ne pourrait être candidat qu'après un an d'adhésion directe au Parti ou-

(12) Il y eut des clubs ouvriers de fondés dans quelques autres centres de la province. Je me souviens avoir assisté avec mon père en 1904, à la fondation du club ouvrier de St-Hyacinthe, dans une salle voisine du marché municipal.

vrier ou par le truchement de l'un de ses clubs. Qu'allait-on faire ? Dans l'espace de quelques jours on fonde un club dans le quartier Ste-Marie et l'on amende la constitution dans le sens qu'un membre d'un club devient éligible aux charges publiques après une année d'adhésion à un club ou depuis sa fondation.

Cette machination avait été tramée dans le but d'empêcher le président du Parti, M. Achille Latreille, d'être choisi candidat. En dépit des moyens peu louables qu'on prit pour supplanter M. Latreille, M. Ainey est battu.

Les louches manoeuvres qui ont servi au choix du candidat sèment la première dissension au sein du Parti ouvrier. Son président et plusieurs de ses amis en sortent sur le champ.

### INFLUENCE ETRANGERE

Le Parti n'a pas encore trois ans d'existence, et déjà, depuis deux ans, nous y voyons louvoyer deux socialistes déclarés, deux « intellectuels », disait-on, et peut-être pensait-on encore, deux libres penseurs. Les pionniers du Parti s'en méfient. . . ah bien peu, mais subissent quand même leur habile emprise. Sans se l'avouer on aime parfois leurs idées hardies, leur langage captieux qui évoque le souvenir plus ou moins agréable, plus ou moins fascinant du grand évènement du 4 octobre 1904.

Puis le contact quotidien qu'ont les dirigeants unionistes avec Gustave Francq et Albert St-Martin crée graduellement une intimité d'autant plus facilement, par suite du nombre grandissant de socialistes belges, français et anglais qui à cette époque entraient dans notre pays et dont bon nombre s'introduisait dans les métiers.

Nos gens, qui, pour la première fois en 1904, avaient entendu les idées émancipatrices de la délégation ouvrière française devaient encore en 1907, entendre un autre messenger sauveur. Le messenger, cette fois, c'est le chef socialiste du Parti ouvrier d'Angleterre, M. Keir Hardie. La réception a lieu au Monument National, sous les auspices conjointes du Conseil des Métiers et du Travail et du Parti ouvrier dont M. Ainey est le président. L'auditoire, très nombreux, est aussi très cosmopolite.

Durant deux heures M. Hardie développe la thèse de la fusion du « trade unionisme » avec le socialisme sur le terrain politique.

M. Ainey qui avait présenté l'orateur, le remercia aussi non sans dire qu'il partageait des vues différentes à M. Keir Hardie sur plus d'un point de sa conférence. Cela n'empêcha pas que le discours du fougueux chef socialiste anglais avait été très applaudi, surtout par la partie anglaise de l'auditoire et qu'après des éléments radicaux de cet auditoire, il s'ensuivit une recrudescence considérable de la propagande socialiste à Montréal. Cependant peu de semaines après cette manifestation le Conseil interdit à tout délégué de faire des discours en faveur de toute candidature politique qui n'aurait pas été au préalable approuvée par le Conseil.

Quelques mois après cet événement se tiennent les élections provinciales. Le Parti ouvrier avait décidé d'essayer d'enlever les comtés d'Hochelaga et de St-Jacques. Les deux candidats choisis, cela n'a pas lieu de surprendre, sont MM. Gustave Francq et Albert St-Martin. En janvier 1908, trois semaines avant la date des élections, ils lancent un journal hebdomadaire, « L'Ouvrier », qui devient officieusement l'organe du Parti. Malgré cela les deux candidats perdent leurs dépôts: M. Francq dans Hochelaga, M. St-Martin dans St-Jacques où il est écrasé entre Henri Bourassa et Lomer Gouin.

Pareil échec n'est guère favorable au journal « L'Ouvrier ». Pour le faire survivre ses fondateurs sollicitent des actions et des abonnements de la part des unions ouvrières. Faute d'encouragement le journal disparaît huit mois après sa fondation. Son but était d'amener les unions à faire de la politique, et de la politique à tendance socialisante.

## CHANGEMENTS CONSTITUTIONNELS

Vers le même temps où l'on demandait aux unions de venir en aide au journal « L'Ouvrier », la constitution du Parti est amendée de façon à permettre aux unions de s'y affilier comme corps. Avant cela les unionistes devaient adhérer individuellement au Parti.

A la même époque le Conseil des Métiers et du Travail, dirigé par les mêmes hommes que le Parti ouvrier, amende lui aussi sa constitution. Il y ajoute une formule d'engagement par laquelle les délégués des unions doivent promettre à la fois fidélité à la constitution du Conseil et à celle du Parti et d'appuyer son programme, espérant pouvoir ainsi lier la volonté des représentants des unions au Conseil à un parti pour lequel souvent ils n'avaient ni souci ni sympathie. Evidemment les initiateurs de ce procédé autocratique y cherchaient un moyen rapide d'augmen-

ter les appuis pour leurs fins personnelles. Mais ils réaliseront avant longtemps l'arbitraire de leur conduite. Trois ans plus tard, en 1913, force leur sera de supprimer de la constitution du Conseil l'engagement relatif au Parti ouvrier. Il faut cependant signaler, en passant, l'élection de M. Ainey au Bureau de Contrôle de Montréal en 1910, grâce à l'appui du Comité des Citoyens.

En 1911, M. J.-O. Massé, est élu à la présidence du Conseil. Adversaire de la double allégeance, mais partisan de l'action politique séparée de l'unionisme, il prend occasion des élections générales dans le pays pour porter un coup violent à la constitution du Conseil.

Passant outre aux règlements M. Massé pose sa candidature dans Ste-Marie où, malheureusement, il est défait. Le Conseil prononce son expulsion. Mais son attitude énergique laisse un véritable désarroi, si bien qu'aussitôt le Parti ouvrier s'en ressent, une lente désorganisation s'en suit.

M. Massé avait ouvert les yeux des dirigeants des unions. Bien qu'en ces dernières elles s'étaient affiliées en très petit nombre au Parti, elles s'en retirent une à une. L'année suivante, en 1912, trois candidats à la fois du Conseil et du Parti, MM. G.-R. Brunet, pressier, Narcisse Arcand et David Giroux, briqueteur, trouvent chacun leur tombeau électoral, les deux premiers au provincial dans les nouveaux comités de Dorion et Laurier et le dernier au municipal dans le quartier St-Denis.

Sur neuf clubs seulement que le Parti ouvrier avait pu organiser de 1904 à 1911, il n'en reste plus que deux en 1913, le Club St-Jean-Baptiste et le club Mont-Royal qui, lui, avait depuis peu déclaré son indépendance.

## REVE DE MONSIEUR GUSTAVE FRANCO

Le programme de la Fête du Travail des unions de Montréal, en 1913, contient un article de M. Franco intitulé: « UN REVE ». Un article qui fait sensation dans le monde du travail organisé et qui soulève l'indignation de tous les ouvriers bien pensants.

M. Franco s'imagine être dans un avenir assez éloigné où le mouvement ouvrier du pays a réalisé de grands progrès sur le terrain politique; il se voit au lendemain d'une élection qui envoie au parlement du

Canada un nombre considérable de députés ouvriers. Et parlant de 1913 comme marquant une époque d'un passé lointain il pense ceci: « Dans ce temps-là chaque province avait un parti ouvrier à elle qui évidemment ne pouvait faire grand chose puisqu'il ne pouvait parler qu'au nom d'une province et que dans chaque province il y avait un programme différent. . . tout cela parce que les uns avaient peur du mot socialiste alors que d'autres l'étaient en réalité ». Puis l'auteur raconte la dure campagne d'unification qui dut se faire pour réunir ces partis épars sous une seule direction et sous un seul programme « assez avancé pour faire l'affaire des socialistes et assez raisonnable pour allier tous les modérés. » M. Gustave Francq reconnaît que cette entreprise ne pouvait se faire sans surmonter de gros obstacles. « Il fallait », dit-il, « démolir des préjugés, renverser des institutions, lutter même contre nos propres membres; « mais », ajoute-t-il, enfin: « un jour la lumière fut plus forte que l'obscurantisme, le progrès détourna la routine et la fraternité remplaça la haine et la superstition ».

L'auteur se révélait sous son vrai jour.<sup>13</sup>

## DESORGANISATION

C'est après la publication de cet article que l'on voit la division ravager les rangs du Parti ouvrier. C'est en effet à la suite de cette insulte à la majorité de ses membres catholiques que le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal abrogea de sa constitution la formule d'obligation qui assujettissait les délégués du Conseil au Parti ouvrier. Le Conseil, cependant, tient encore à conserver un vestige d'autocratie sur les opinions politiques de ses membres. Il leur défend de travailler contre les candidats du Parti ouvrier en temps électoral. Malgré ces nouvelles dispositions, le Parti ouvrier perd encore deux élections au municipal l'année suivante.

On se lance dans une campagne de recrutement qui n'est qu'un fiasco. En 1915, le Parti ouvrier est encore dans le marasme. N'en font alors partie que le Conseil des Métiers et du Travail, la Fraternité des Charpentiers-menuisiers et deux ou trois autres unions, puis le club St-

(13) Gustave Francq mourut en janvier 1952. A l'époque de son « REVE » en 1913, il était un franc-maçon notoire. Mais dans les années « 37 », après une lente ascension vers la pondération intellectuelle et la vérité religieuse, il recouvra définitivement la foi catholique. Ce retour salutaire sur lui-même, date de 1919 lorsqu'il fonça contre les noyauteurs « bolchévisants » au sein du Conseil des Métiers et du Travail. Voir sa brochure « Bolchevism or Trade Unionism — Which? », publiée par The Montreal Labor World, 1919.

Jean-Baptiste et le club Maisonneuve. Ces 5 ou 6 affiliations donnent au Comité exécutif du Parti ouvrier environ 35 délégués dont le Conseil, à lui seul, en compte dix. Ces délégués représentent 3,000 ouvriers organisés. Mais, au fonds, tout le Parti ouvrier n'est plus que la réunion mensuelle d'une quinzaine d'amis dont l'influence ne sort pas des murs du Temple du Travail.

Mais politiciens tenaces et fervents, ils ne perdent pas courage. Ils revisent la constitution du Parti touchant la composition du Comité exécutif. Ils accordent une représentation légèrement plus équitable aux unions dont ils continuent à solliciter l'affiliation, mais les clubs ont encore droit à une plus forte représentation. Par exemple une union a droit à 2 délégués pour les premiers 100 membres, tandis qu'un club a droit à 2 délégués pour 10 membres et à 5 pour 100 membres. On craint de donner un nombre égal de représentants aux unions à cause de leur manque d'éducation politique qui peut entraver l'orientation du Parti dans le sens désiré par ses chefs.

#### FEDERATION DES CLUBS MUNICIPAUX

Une nouvelle campagne de réorganisation est entreprise, guère fructueuse. Deux clubs seulement sont fondés. Aucune union ne répond à l'appel. La grande raison de cet insuccès c'est l'existence depuis trois ans d'une organisation rivale: « La Fédération des clubs municipaux ». Cette Fédération, en 1915, était maîtresse de la politique municipale. Son fondateur, un certain M. Guérin, ex-membre du Parti ouvrier, réussit même à la doter d'un journal: Le Progrès Ouvrier. Le propriétaire est cependant un membre du Bureau de Contrôle de la Cité, M. J.-A. Beaudry.

Pourtant l'année suivante, en 1916, M. Gustave Francq groupe autour de lui quelques amis fidèles et fonde un nouveau journal: « Le Monde Ouvrier ». Journal bilingue et hebdomadaire, il devient l'organe officiel des travailleurs unionistes de Montréal.

Malgré le « Progrès Ouvrier » et le « Monde Ouvrier », les nombreuses candidatures mises à l'échevinage la même année respectivement par la Fédération des clubs municipaux et par le Parti ouvrier, sont presque toutes impitoyablement battues. Le seul candidat du Parti ouvrier, M. Adolphe Gariépy, est défait lui aussi dans le quartier La-fontaine. Une autre candidature ouvrière malheureuse est celle de David Giroux qui s'était présenté à ses propres risques dans le quartier

Montréal-Dorion. Le formidable échec de la Fédération des clubs municipaux l'abat considérablement. Son journal cesse de paraître. Le Parti ouvrier réalise une fois de plus la nullité de son influence. 1916 marque le commencement de la désintégration du mouvement ouvrier à Montréal.

Au commencement de l'été 1917, on veut rallier les faibles forces éparses qui restent du Parti ouvrier et de la Fédération des clubs municipaux. Le club St-Denis, club indépendant, lance un appel à toutes les organisations et les réunit en conférence. Le résultat est un fiasco complet. La note principale discordante dans cette conférence est celle des délégués du comité exécutif du Parti ouvrier qui veulent faire accepter intégralement la constitution du Parti ouvrier, ce dont personne ne veut.

#### INTERVENTION DU CONGRES DES METIERS ET DU TRAVAIL

Mais dans sa soif de domination le comité exécutif du Parti ouvrier avait ses motifs secrets. Il vit dans l'attente d'une autre convention plus vaste que la précédente, dont lui et le Conseil des Métiers et du Travail devaient être les maîtres-organisateurs. En effet son espoir se réalisera. Au mois de septembre suivant, à Ottawa, le Congrès ouvrier du Canada prend la décision<sup>14</sup> d'aider à la formation d'un Parti ouvrier national et recommande aux unionistes de toutes les provinces de tenir des « conventions » à cette fin. Six semaines plus tard, sur l'invitation du comité exécutif du Parti ouvrier et du Conseil des Métiers et du Travail, deux cents délégués de toutes les formes d'organisations ouvrières et socialistes de la province se réunissent au Temple du Travail à Montréal. Cent organisations environ sont représentées. C'est la première conférence ouvrière du genre dont la province est témoin. L'aspect de cette conférence est des plus bizarres. Le président, un trade unioniste, M. Narcisse Arcand, est assisté par un socialiste, un certain monsieur Mathurin. Le secrétaire est aussi un socialiste, le juif Joseph Schubert. Deux femmes sont présentes, Mlles Anderson et Buhay de la « People's League ».

La question dominante que l'on a à discuter est de savoir s'il convient de former immédiatement la section de la Province de Québec

(14) Décision qui sera blâmée peu de mois après par Samuel Gompers, président de la Fédération américaine du Travail au cours d'une visite à la convention annuelle du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.



du Parti ouvrier indépendant du Canada. La discussion soulève un charivari affeux, MM. J. T. Foster, Ainey, R. Lynch, Kerrigan, Schubert, Buhay et Mlle Buhay dirigent le vote en faveur de la fondation immédiate de la dite section. Parmi ceux-ci on remarque quatre socialistes notoires, les quatre derniers mentionnés, qui donnent le ton à la discussion. M. Kerrigan, déclare que ce parti aurait dû être fondé il y a 25 ans. M. Kerrigan faisait parti en 1902 du petit cénacle socialiste dont j'ai parlé dans la première partie de ce récit. La Fédération des clubs municipaux étant dissidente, il est finalement décidé de fonder immédiatement la section de la province de Québec du Parti ouvrier indépendant du Canada.

On adopte aussitôt une constitution et des règlements, calqués sur la constitution et les règlements du Parti ouvrier de la province d'Ontario. Le programme reste le même que celui de l'ancien « Parti ouvrier de Montréal » avec quelques articles nouveaux pris au programme du Parti ouvrier ontarien.

Selon sa nouvelle constitution le Parti ouvrier provincial a pour but de stimuler et de coordonner le vote ouvrier dans la province de Québec et de coopérer avec les autres provinces pour arriver à une unité d'action politique dans tout le Canada.

Pour devenir membre de la section du Québec il faut être adulte et croire à l'avancement du travail organisé et être séparé ou se séparer de tous les autres partis politiques. Les organisations qui composeront cette section, selon les directives mêmes du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, seront « les unions ouvrières, les clubs ouvriers, les sociétés coopératives agricoles, les organisations de socialistes et de fabiens ».

La conférence se termine par la nomination d'un Comité exécutif pour diriger le nouveau Parti. M. Joseph Ainey, alors contrôleur de la cité de Montréal, en est élu président par acclamation. Les autres charges sont partagées par des unionistes et des socialistes.

Comment expliquer que M. Ainey se laisse porter à la tête d'un Parti dont l'esprit dominant sera socialisant ? Car M. Ainey ne fut jamais socialiste. Il ambitionne alors de devenir Maire de Montréal. Cette présidence, pense-t-il, accroîtra peut-être sa popularité. Mais aux élections municipales de 1918, il mord la poussière, battu qu'il est par Médéric Martin, de célèbre mémoire.

Au moment où s'organisait la section québécoise du Parti ouvrier indépendant, l'ancien « Parti ouvrier de Montréal » s'était réorganisé lui aussi en 1917. Sous l'inspiration de cinq socialistes, Mlle Hall et Mendelsohn, MM. Schubert, Rich et Francis Lanouette, la même année il présente un candidat qui se fait battre dans le comté Maisonneuve au fédéral. Cependant un autre candidat du même parti, M. J. Lanouette, est élu échevin à Verdun.

L'effectif véritable de la section provinciale du Parti ouvrier indépendant était le suivant le 13 mars 1918: sur un total de 103 délégués il y en a 81 qui représentent 26 unions affiliées, 25 représentent 9 organisations socialistes, 15 représentent 5 clubs ouvriers et 1, l'Equal Suffrage League. Ce qui portait le nombre total des partisans ouvriers politiques dans la province à environ 10,000.

En 1919 « l'assemblée » de Montréal du Parti ouvrier indépendant, (section de la province) fait élire deux de ses candidats au provincial: Aurèle Lacombe, employé de tramways et Adélarde Laurendeau, wagonnier; d'autre part, la même année elle enregistre deux défaites, celle d'Alfred Mathieu dans Ste-Marie au provincial et, l'année suivante, celle d'Alphéus Mathieu, fonctionnaire municipal, dans St-Jacques au fédéral. L'écu est Fernand Rinfret.

L'année 1921<sup>15</sup> est marquée par 4 candidatures politiques parmi les délégués du Conseil des Métiers. Il n'appert pas que le Parti ouvrier ait été consulté à cette occasion. Ce sont Cyriac Gauthier, pilote; Zoel Tardif, wagonnier; Alfred Mathieu, peintre, alors président du Conseil, et Jos. Gauthier, typographe. Seul celui-ci est élu dans Ste-Marie au provincial.

1923: nouvelles élections provinciales. Des rangs du Conseil, encore dans les mêmes circonstances cinq candidats sont choisis: Aurèle Lacombe, employé de tramway, dans Dorion; Adélarde Laurendeau dans Maisonneuve, Narcisse Arcand dans Mercier, Joseph Gauthier dans Ste-Marie et le cinquième Alfred Mathieu se pose en rival contre le précédent dans le même comté. Pas un n'est élu !

De 1918 à 1923 un état de crise s'aggravant chaque année s'est développée entre le Parti ouvrier indépendant et le Conseil des Métiers et

(15) Les faits signalés dans la suite de ce travail, entre 1921 et 1929, ont été puisés dans la brochure publiée par M. Marcel Francq en 1947, à l'occasion du « Cinquième anniversaire du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal ».

du Travail. En l'année 1923 c'est presque la scission déclarée entre ces deux corps, c'est-à-dire les unionistes modérés et les extrémistes socialistes ou bolchévisants. En 1926, le Conseil des Métiers cesse d'envoyer des délégués au Parti ouvrier. En 1929, c'est la rupture de fait complète par son dédain à se réaffilier à un Parti « depuis longtemps moribond ». De fait, peu après le Parti ouvrier devint un souvenir du passé.

## BILAN

Le bilan de quarante ans (1883-1923) d'activités politico-unionistes à Montréal donne 6 candidats élus, soit 4 dans l'arène fédérale et 2 dans l'arène provinciale contre 22 défaites dont 11 au fédéral et 11 au provincial. Dans l'arène municipale deux candidats furent élus contre 4 battus, et cela sans compter l'échec total, en 1913, des nombreux candidats à l'échevinage présentés par la Fédération des clubs municipaux. Notons encore que sauf Alphonse Verville qui fut quinze ans député ouvrier libéral au fédéral (notoirement agréé comme tel par Sir Wilfrid Laurier) pas un des 7 autres élus n'a vu son mandat renouvelé.

Telle a été pendant quarante ans l'expérience du syndicalisme « international » à Montréal sur le terrain de l'action politique parlementaire, avec ou sans alliance de parti, particulièrement dans les deux domaines provincial et fédéral.

Cet aperçu historique n'est qu'une sèche chronologie des luttes électorales syndicales ouvrières à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci.

Le texte suivant donne une idée du programme tracé par le Parti Ouvrier; pour l'intérêt du lecteur, nous avons cru bon de le publier.

## DEMANDES IMMEDIATES

### GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

- 1.—Assurance d'Etat contre la maladie et la vieillesse.
- 2.—Suppression du travail des prisons faisant concurrence au travail libre.
- 3.—Suppression de toutes les banques privées et leur remplacement par une banque d'Etat.
- 4.—La liberté absolue de la presse en affaires publiques.
- 5.—L'élection des juges par le peuple.
- 6.—Suppression des intérêts usuraires.

- 7.—Création d'un ministère du travail.
- 8.—Abolition du Sénat.
- 9.—Suppression de la Commission du Havre.
- 10.—Réglementation de l'immigration.
- 11.—Que les élections fédérales aient lieu à date fixe, tous les quatre ans, sans égard aux élections générales imprévues pouvant avoir été tenues durant l'intervalle.
- 12.—Les terres publiques doivent être déclarées inaliénables; révocation de tout octroi de terre à des corporations ou à des individus qui n'ont pas rempli les conditions exigées par la loi.

#### LÉGISLATURE PROVINCIALE

- 13.—Nomination d'un ministre de l'Instruction publique.
- 14.—Instruction gratuite et obligatoire.
- 15.—Loi établissant la responsabilité des patrons dans les accidents du travail.
- 16.—Suppression du travail des prisons faisant concurrence au travail libre.
- 17.—Rendre l'accès aux tribunaux plus faciles.
- 18.—Création de tribunaux sommaires pour les petites causes.
- 19.—Création d'un crédit agricole.
- 20.—Création d'une caisse de prêt, afin de permettre aux ouvriers de s'acheter une propriété, où ils n'auraient pas de loyer à payer.
- 21.—Fermeture de bonne heure.
- 22.—Abrogation de la loi abusive et tyrannique des maîtres et serviteurs.
- 23.—Abolition du Conseil Législatif.
- 24.—Etablissement de la journée de huit heures pour toutes les industries.
- 25.—Interdiction aux municipalités de voter des subventions ou boni à des particuliers désireux d'établir une industrie privée dans leurs localités.
- 26.—Nomination d'inspecteurs pour les études de notaires.
- 27.—Suppression entière du droit de saisir les salaires et les meubles de ménage.
- 28.—Prohibition du travail des enfants âgés de moins de quatorze ans.
- 29.—Abrogation de la loi permettant d'accorder des privilèges de chasse et de pêche aux clubs, à l'exclusion des colons.
- 30.—Macadamisage et entretien des routes par l'Etat.
- 31.—Que les élections provinciales aient lieu à date fixe, tous les quatre ans, sans égard aux élections générales imprévues pouvant avoir été tenues dans l'intervalle.
- 32.—Les terres publiques doivent être déclarées inaliénables; révocation de tout octroi de terre à des corporations ou à des individus qui n'ont pas rempli les conditions exigées par la loi.

#### MUNICIPAL

- 33.—Abolition de la qualification foncière.
- 34.—Création de bibliothèques publiques.

#### GÉNÉRALES

- 35.—Que le jour des élections soit déclaré jour de fête légale obligatoire.
- 36.—Le vote obligatoire.
- 37.—Le suffrage universel.
- 38.—Chaque électeur ne doit avoir qu'un seul droit de vote: Un homme, un vote.
- 39.—Le referendum.
- 40.—Abolition du système des travaux à forfait pour tous les travaux publics.
- 41.—Nationalisation et municipalisation de toutes les utilités publiques.
- 42.—Impôt progressif sur le revenu.
- 43.—Que les étiquettes des unions ouvrières soient apposées sur toutes les marchandises produites et achetées par l'Etat et les municipalités.
- 44.—Représentation proportionnelle à la population.

## SUMMARY

## HISTORY OF LABOUR IN POLITICS IN MONTREAL (1883-1929)

The first labour candidate in politics appeared in 1883 for a seat in the Federal parliament. Independent labour candidate, Mr. Adelard Gravel, painter, was defeated by L. O. David, Liberal.

Five years later, a typographer by the name of Lepine, a Conservative, defeated the former in the St. Louis riding for the Federal. In 1889, the brick-layer, Jos. Beland was elected in the district of Ste Marie for the Provincial. The Knights of Labor helped with the election of these two workers who were members of that organization.

At this time, a Central Council of Trades and Labour in Montreal was grouping together the delegates of the Knights of Labor and the Labour Unions. The Knights, who were drawn mainly from the liberal professions, followed particularly political aims but the two defeats mentioned above were not long in causing a rupture between the two groups.

The unions organized on their side in 1897, the "Council of Federated Trades" affiliated with the American Federation of Labour. Following the latter policy, the unions kept out of all partisan political action up to 1908.

Thus in 1900, the Council refused to endorse the candidature of its president, Fridolin Roberge, in the district of Ste Marie against Israel Tarte, who was elected.

However, a small group, led by Mr. J. A. Rodier, a typographer, aspired to found a labour party, independent of the union. The party was founded in 1904, The principal directors of the Council of Federated Trades joined it with the exception of Mr. Joseph Ainey. La Presse, the French newspaper, encouraged the workers to belong to the Labour party.

The constitution of the Labour party followed that of the Independent Labour Party of England "Combat and policy against the interests of the workers and society and improve the present economic system by way of a social and corporative policy consistent with the common interests and the welfare of the whole country", was declared to be the general aim of the new Party. This was certainly a declaration with a strong tendency towards State socialism.

The same year as it was founded, the Labour Party presented two candidates for the Provincial elections: Mr. Alphonse Verville in Hochelaga and Mr. Achille Latreille in St. Louis. Both lost their deposit.

Two well-known socialists then joined the Labour Party, Mr. Albert St. Martin, official Court stenographer and Gustave Francq, typographer.

On October 15, 1904, a delegation from France, after an educational trip to the United States, was received in Montreal, at a public meeting arranged on the spur of the moment, the same evening. Four members of the delegation, out of 10 representatives of different French labour organizations, threw at the audience, composed mainly of union members, socialists and a few free-masons, strange and fiery words in regard to the universal community of interest of international socialism, on the orientation of trade unions toward the form of producers' unions and on the necessity of preparing the workers for the social transformation "sudden and spontaneous" etc. It was to be noted in particular the impudent abuse against the clergy and the religious orders that one among them permitted himself, and the meeting which finally closed by the singing of the "International" of which the printed words had been distributed to all the audience.

This meeting did not fail to increase in certain labour circles of Montreal, for years after, the sentiment of religious distrust and class spirit which already existed there.

In 1906, the Labour Party, presented two candidates: the first, Alphonse Verville, was successful in a complementary Federal election which took place in the Spring. Alphonse Verville was at that time President of the Trades and Labour Congress of Canada, a position he occupied for a year. Mr. Verville saw after this his Federal mandate renewed three consecutive times. The second candidate was Mr. Jos. Ainey in the general elections in the Fall. He was defeated in the district of Ste. Marie. In presenting himself, Mr. Ainey reversed his former position of opposition to direct political action.

In 1907, the Labour Party and the Trades and Labour Council welcomed to the Monument National, Mr. Keir Hardie, socialist leader of the Labour Party of England. For two hours, Keir Hardie unfolded the plan of combining "trade unionism" with socialism in the political field.

A few months later at the Provincial elections, the Party presented two candidates in Hochelaga and St. Jacques. These were Messrs. Gustave Franco and Albert St. Martin, who both lost their deposits. Shortly after, the Party's constitution was amended in such a way as to permit union to become affiliated as a unit. Before that the union members had to join the Party individually. For its part, the Trades and Labour Council also changed its constitution to pledge the union delegates to conform to both the Council's constitution and that of the Party and to support the latter's programme. However, in 1913, the engagement regarding the Labour Party was done away with.

In 1910, Mr. Ainey was elected to the Board of Control of Montreal with the particular support of the Citizens' Committee.

In the general elections of 1911, Mr. J.O. Massé, machinist, President of the Trades and Labour Council ignored this rule in presenting himself in Ste. Marie. He was defeated. However, disorder reigned in the Council. The following year, three candidates of the Council and of the Party, Messrs. G. R. Brunet, pressman, Narcisse Arcand and David Giroux were defeated; the first two in the Provincial and the latter in the Municipal.

In 1913, under the title of "A Dream", Mr. Gustave Franco, in the Labour Day programme, wrote an article in which he saw himself, in the rather distant future, the day after an election which had sent to Parliament quite a considerable number of Labour Party members. Result, he said, which has not been attained without "destroying prejudices, upsetting constitutions, battling our own members..." in order that "the light be stronger than the methods of those who wish to maintain the people in ignorance, etc."

After the publication of this article, dissension appeared in the ranks of the Labour Party, the Trades and Labour Council eliminated from its constitution the obligation which bound the delegates of the Council to the Labour Party.

In 1916, the many candidates presented for Aldermen by the Labour Party and by Federation of Municipal Clubs, founded shortly before, were ruthlessly defeated.

The year 1916 marked the start of the breaking-up of the political labour movement in Montreal. However in the month of September, 1917, the Trades and Labour Congress of Canada decided on the formation of a National Labour Party and recommended to the union members to found one in each Province. In fact, a few weeks later, the Labour Party and the Trades Council of Montreal, held a Provincial labour conference. The immediate founding of a Provincial section of the National Labour Party was decided upon. The organizations to belong were labour unions, workers' clubs, cooperative agricultural societies, socialist and fabian organizations".

Under the protection of the new Provincial Party, two candidates were elected in 1919; Messrs. Aurèle Lacombe, tramway employee, and Dollard Laurendeau, wagon-maker. On the other hand, Alfred Mathieu was defeated and the following year, Alphetus Mathieu was also defeated in St. Jacques for the Federal.

In 1921, on the occasion of partial elections in the Province, the Trades and Labour Council acting alone, presented four candidates: Messrs. Cyriac Gauthier, Zoël Tardif, Alfred Mathieu and Jos. Gauthier; only the latter was elected in Ste. Marie.

In the Provincial elections of 1923 again acting alone, the Trades Council presented five candidates who were all defeated: Messrs. Aurèle Lacombe, Dollard Laurendeau, Narcisse Arcand, Jos. Gauthier and Alfred Mathieu.

A few years later the Trades Council definitely separated itself from the Labour Party.

Such has been the experience of "International" unionism in Montreal during forty years in the field of parliamentary political action.

---